

# Première **JOURNÉE DES ADMINISTRATEURS**

22 NOVEMBRE 2017 - **DÉMOCRATIE MUTUALISTE À L'ÈRE DU DIGITAL**



Pascal DEMURGER



Laurent BAZIN



Pascal PERRINEAU



Alain MONTARANT



Thomas CHAMPION



Clara-Douce MCGRATH



Jean DEYDIER



Romain SLITINE



Yannick BOURNAZEL

## Intervenants et débats

### Journée animée par

**Laurent Bazin** - Journaliste, éditorialiste sur TV5 monde

### Allocution d'ouverture

**Pascal Demurger** - Président de l'AAM / Directeur général du Groupe MAIF

### Propos introductifs

**DÉMOCRATIE DIRECTE, DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE, DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE**

**Pascal Perrineau** - Politologue, Professeur des Universités de Sciences Po

### Table Ronde #1

**DE LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE À LA "CLIC-DÉMOCRATIE"**

**Thomas Champion** - Cofondateur de Politizr

**Clara-Douce McGrath** - Business Developer de Voxe.org

**Pascal Perrineau** - Politologue, Professeur des Universités de Sciences Po

### Présentation

**L'ACCESSIBILITÉ NUMÉRIQUE POUR TOUS !**

**Jean Deydier** - Directeur de WeTechCare et Emmaüs Connect

### Table ronde #2

**DÉMOCRATIE DIRECTE ET DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE :**

**QUELS IMPACTS POUR LA DÉMOCRATIE MUTUALISTE ?**

**Alain Montarant** - Président du Groupe Macif

**Yannick Bournazel** - Responsable du pôle digital de la Mutuelle des Motards

**Romain Slitine** - Entrepreneur et essayiste spécialiste des innovations sociales et démocratiques

### Allocution de clôture

**Pascal Demurger**

# Démocratie mutualiste à l'ère du digital : un enjeu politique, économique et social

Impossible d'aborder la démocratie mutualiste à l'ère du digital, sujet de la première Journée des Administrateurs de l'AAM qui se tenait le 22 novembre à Paris en présence de plus de 180 personnes, sans parler des enjeux qui se posent à la démocratie politique. Cette journée aura été l'occasion d'identifier les nombreux enjeux communs.

Alors qu'un groupe de travail de l'AAM planche sur la gouvernance, la première Journée des Administrateurs consacrée à la démocratie mutualiste à l'ère du digital a été l'occasion en introduction de définir la place de l'AAM au sein d'une FFA (Fédération française de l'assurance) qui existe depuis 18 mois, fruit de la fusion de l'ancien GEMA (Groupement des entreprises mutuelles d'assurance) et de la FFSA, comprenant alors des mutualistes au sein de la FFSAM. Pour **Pascal Demurger**, président de l'AAM et vice-président de la FFA, « nous conjugons la puissance de l'unité et des convergences de vues au niveau de l'AAM dans le cadre plus large de la FFA qui permet de peser dans la défense d'intérêts plus globaux. Ces deux étages sont essentiels pour ne pas perdre de vue nos intérêts et les valeurs mutualistes qui nous rassemblent. Nous avons su, par exemple, nous faire entendre sur le sujet du renouvellement annuel de l'assurance emprunteur ». Avec au sein du Conseil exécutif de la FFA, 9 sièges sur 23 réservés aux assureurs mutualistes et le poste de vice-président, les assureurs mutualistes de l'AAM disposent aussi d'un droit de veto. Ainsi, le deuxième étage, représenté par la FFA, permet de peser sur des dossiers transversaux, tant de nature technique comme par exemple sur le niveau des provisions que sociétaux sur les données personnelles ou politiques sur la responsabilité environnementale. Un sujet comme celui de la démocratie trouve quant à lui logiquement sa place dans le creuset des assureurs mutualistes.

## La démocratie n'est plus associée au progrès

« Réfléchir sur la démocratie mutualiste est essentielle à l'heure où la démocratie politique est malmenée. Le Brexit et l'élection de Donald Trump sont les illustrations d'un climat de méfiance. La capacité à renoncer à des aspirations individuelles au profit d'une démarche ●●●



IMG\_5776.jpg

Pascal DEMURGER

Président de l'AAM et vice-président de la FFA

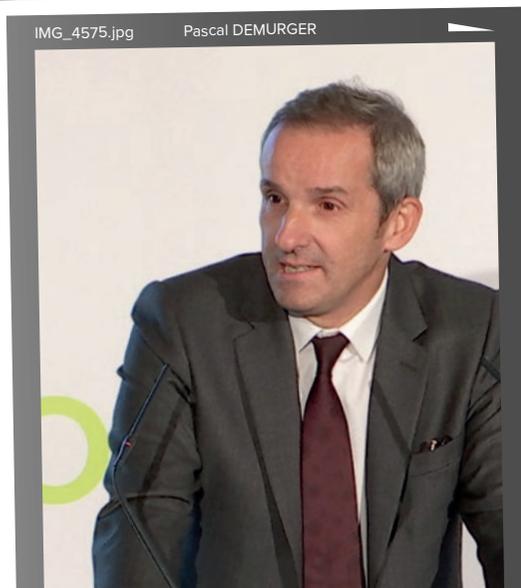
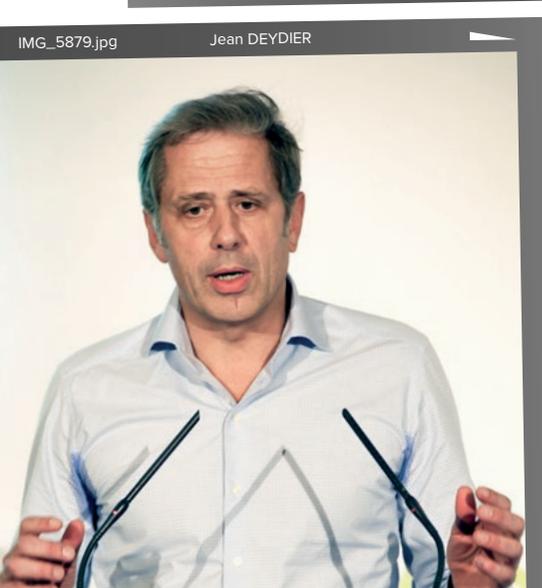
# Démocratie mutualiste à l'ère du digital : un enjeu politique, économique et social



« collective, propre à la démocratie, dépend de la croissance économique », souligne **Pascal Demurger**. Et le politologue, professeur à Sciences Po, **Pascal Perrineau**, auteur de *La démocratie de l'entre-soi* et *Le vote disruptif*, de confirmer : « la démocratie n'est plus associée au progrès. Il y a un déclin des performances économiques et sociales de la démocratie ». Chahutée par la démocratie directe et participative largement portée par le digital, la démocratie représentative et son vote pluriannuel s'essouffle sur fond de « déagisme » et d'abstention. La première table ronde de cette journée a posé les atouts et les limites d'une « clic-démocratie politique » (Lire « Quelle démocratie participative pour renforcer la démocratie représentative ? » en page 5). « La notion de militantisme a évolué. Les effectifs chutent dans les partis. Face à cela, le pouvoir a tendance à se réfugier dans une gouvernance technocratique qui n'est pas à la hauteur des défis », considère **Pascal Perrineau** qui met en avant un déplacement du pouvoir de la sphère publique vers celle du privé. « L'AAM joue un rôle de lobbying démocratique, illustre-t-il en insistant sur le fait que la démocratie est avant tout une culture et qu'un nouveau cadre politique aux contours encore assez indéfinis se découvre alors que le vieux système représentatif classique se meurt. »

## Conjuguer performances économiques et modèle inclusif

« Nos mutuelles d'assurance portent la responsabilité d'atteindre de grandes performances économiques avec un modèle inclusif à l'égard des salariés et des sociétaires », rebondit **Pascal Demurger**. A quoi pourrait ressembler la démocratie mutualiste dans ce cadre ambitieux ? C'était le sujet du deuxième débat de la journée (lire page 7). Une question qui ne peut pas faire l'impasse sur la fracture numérique. « Il y a besoin d'un plan national d'inclusion numérique alors que 40 % des Français sont en difficulté face à la dématérialisation des usages et que 7 % en sont exclus. C'est un investissement de l'ordre de 964 millions d'euros qui passe par une gestion spécifique de ces communautés, des interfaces et des organisations du travail mieux adaptées », considère **Jean Deydier**, directeur de WeTechCare et d'Emmaüs Connect, qui depuis plus de 7 ans propose des diagnostics de précarité à de grandes entreprises comme La Poste et des parcours de formation vers l'autonomie numérique. Pour **Jean Deydier**, « les bénévoles peuvent jouer un rôle déterminant dans l'accompagnement numérique ». L'accessibilité numérique pour tous, voilà un champ sur lequel les mutuelles d'assurance peuvent agir concrètement. ●

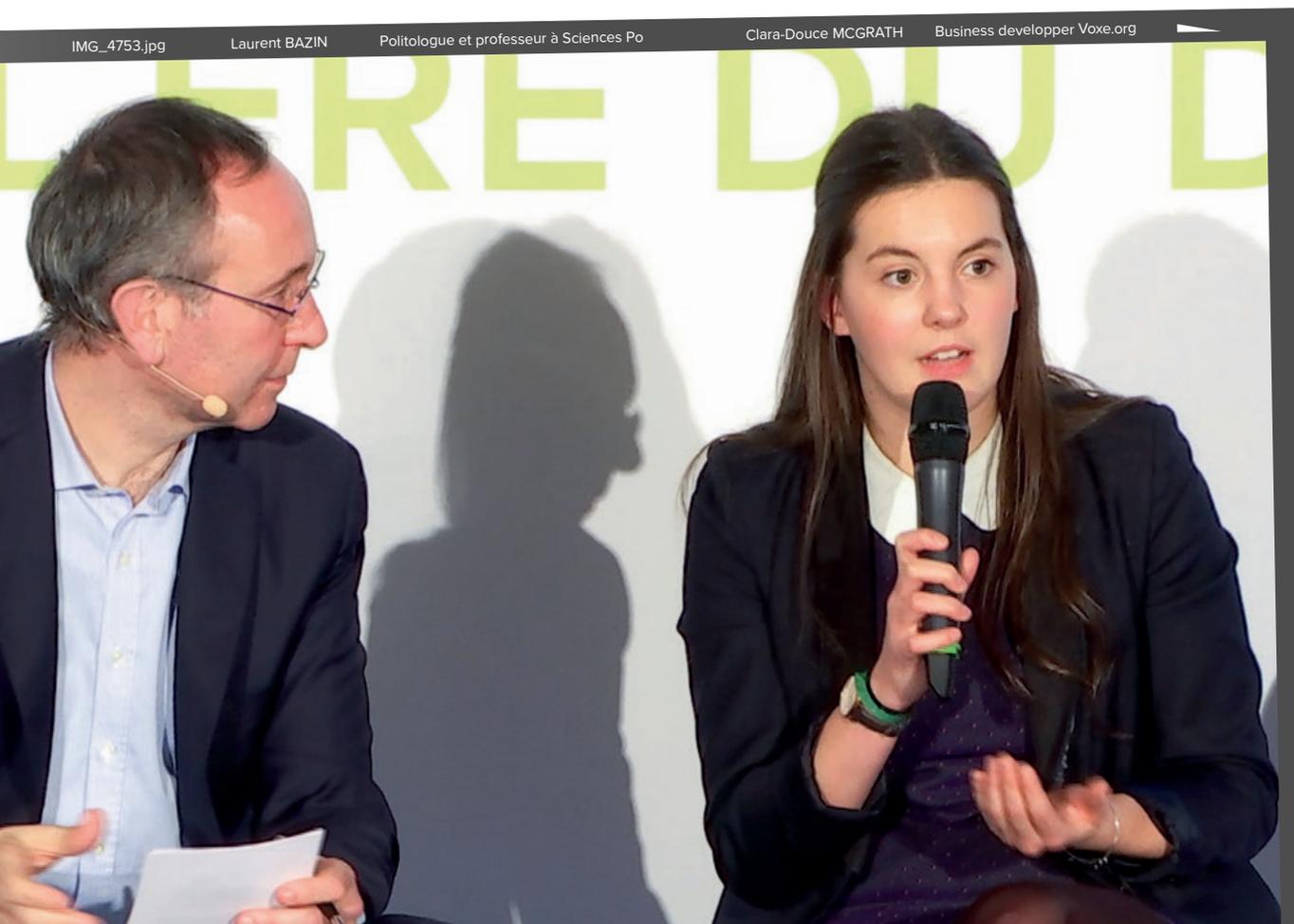


# Table ronde #1

## De la démocratie participative à la “clic-démocratie”

### Quelle démocratie participative pour renforcer la démocratie représentative ?

**A** l'occasion du premier débat de la Journée des Administrateurs, les intervenants partageaient notamment leur attachement à une démocratie représentative qui devait se réinventer, notamment en intégrant mieux la dimension participative. Deux représentants de plateformes d'engagements civiques ont notamment témoigné.



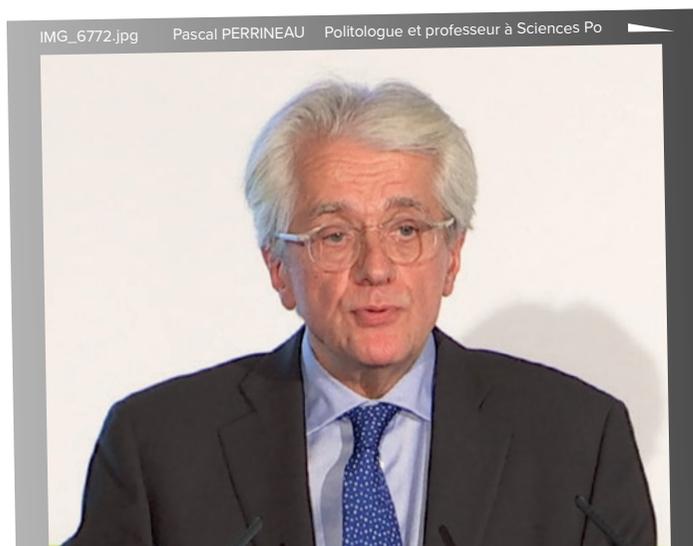
Depuis 2012, Voxe.org se mobilise pour intéresser les 18 à 35 ans à la politique et au débat public. Ainsi, 70 000 ont téléchargé le VoxeBot, un agent conversationnel virtuel (dit « chatbot ») qui sensibilise aux grands sujets de débats publics, les explique et donne des clés d'actions. Un agent intégré à Facebook Messenger. « Il y a 20 % d'engagements qui se réalisent par des actions supplémentaires en faveur d'une cause quand on met la lumière dessus », souligne **Clara-Douce McGrath**, « business developer » de Voxe qui compte une équipe de 6 personnes. « L'exercice de la citoyenneté est désormais intermittent. Les jeunes se passionnent pour un sujet en s'engageant à fond puis passent à un autre sujet après une période de transition ». « L'engagement à enjeu unique du militantisme historique a disparu », confirme **Pascal Perrineau**, politologue et professeur à Sciences Po. Lors de la dernière élection présidentielle, c'est un comparateur des programmes que Voxe a proposé sur sa page Facebook qui compte plus de 10 000 membres. De même que ses vidéos au ton léger et très personnalisé qui reprennent les codes des « stars » de Youtube pour mieux faire passer un message de fond. Selon **Clara-Douce McGrath**, « nous voulons donner un nouveau souffle à la démocratie représentative, grâce au numérique, nous inventons une nouvelle forme de médiation pour que les jeunes s'invitent dans le débat public ». ...

# Table ronde #1

## De la démocratie participative à la “clic-démocratie”

### ... Des interfaces pour mieux se rencontrer

Mais Voxe, c'est autre chose qu'une interface. Des ateliers-débats sont ainsi organisés dans la vraie vie dans le cadre de la Voxe Academy. Il est intéressant de noter que 50 % des membres de Voxe sont des femmes. Chez Politizr aussi, on s'emploie à recréer le lien entre les citoyens et les élus en recourant au numérique. Ce sont principalement les 600 000 élus locaux qui sont visés. L'objectif est de les mettre au centre d'un débat en ligne. Là, la moyenne d'âge tourne plutôt autour de la quarantaine parmi les 2 000 utilisateurs réguliers et les 200 élus qui ont déjà accepté de jouer le jeu depuis 2015. Les 1 500 ressources mises au débat ont généré 350 000 accès. « *Nous ne sommes pas pour une “clic-démocratie” où l'on voterait en permanence. Nous portons une démocratie contributive au service de la démocratie représentative* », affirme **Thomas Champion**, cofondateur de Politizr. Pour **Pascal Perrineau**, « *la force des “civic tech” tient dans leur capacité à détecter les signaux faibles. C'est ce que ne savent plus faire les vieux pouvoirs* ». Des interfaces « civic tech » qui visent à renforcer l'engagement des citoyens dans la vie politique et dont les fonctionnalités peuvent parfaitement se décliner au sein des entreprises. ●



« **La force des “civic tech” tient dans leur capacité à détecter les signaux faibles** »

Pascal Perrineau, politologue, professeur à Sciences Po

# Table ronde #2

## Démocratie directe et démocratie représentative : quels impacts pour la démocratie mutualiste ?

### Démocratie mutualiste : comment réinventer le lien avec les sociétaires ?

**P**our inverser la tendance sur les taux de participations à l'élection des représentants des sociétaires, les mutuelles sont amenées à réinventer un lien. Quelles approches du côté de la Macif et de la Mutuelle des Motards ?

« Gare à un populisme mutualiste qui surferait sur le numérique », prévient **Pascal Demurger**, président de l'AAM. Que l'on se rassure, tel n'était pas le propos des intervenants du second débat de la Journée des Administrateurs. L'élection

des représentants des sociétaires sur un mode représentatif reste toujours le pivot de la démocratie mutualiste mais il ne se suffit plus à lui-même. La Macif, qui organise ses élections du 13 novembre au 10 décembre 2017, vise ainsi un taux de participation de ses 5 millions de sociétaires de 25 %, contre 20 % en 2013. Si une seule liste d'union mutualiste est présentée, deux programmes d'actions directement portés par les délégués régionaux (1 390) et nationaux (167) ont été mis au vote. L'un est orienté sur la prévention tandis que l'autre penche sur l'innovation. La direction s'engage à investir un euro par vote plébiscité par les sociétaires. Ainsi, 1 000 actions supplémentaires pourraient être lancées. Cette évolution s'accompagne par ailleurs d'une élection directe des délégués nationaux. Pas question pour autant de céder aux sirènes d'une démocratie participative. « Le vrai danger est de ne pas être en capacité de répondre aux attentes des sociétaires », explique **Alain Montarant**, président du groupe Macif, qui cherche à renforcer l'engagement au-delà même de ses sociétaires. C'est le positionnement de la plateforme Diffuz, le réseau social solidaire ouvert par la mutuelle qui s'adresse à ceux qui veulent s'engager dans des défis solidaires, qu'ils soient sociétaires ou non. En 6 mois, 930 défis ont été déposés et les objectifs de 40 % d'entre eux ont été atteints par l'engagement bénévole des membres. Avec 12 000 fans sur Facebook, Diffuz touche les jeunes, ces « intermittents de l'engagement », potentiels futurs sociétaires de la Macif sans que la marque apparaisse sur la plateforme. ...



## Table ronde #2

# Démocratie directe et démocratie représentative : quels impacts pour la démocratie mutualiste ?

### ... Inventer l'expérience sociétaire

C'est aussi avec une approche élargie que la Mutuelle des Motards a lancé son « 2 roues lab », une plate-forme ouverte à tous les motards pour engager la discussion sur des sujets de société, comme celui, jamais traité jusqu'alors du « passager enfant » sur les 2 roues. Un produit sur mesure pourrait naître de cette approche. Il y a une volonté générale de simplifier l'assurance tout en renforçant les vrais liens avec les assurés. Le tout avec un usage raisonné des technologies. « *En cas de dommages corporels, il n'est pas question d'automatiser la relation, au contraire, notre credo, c'est la relation humaine* », explique **Yannick Bournazel**, responsable du pôle numérique de la Mutuelle des Motards qui considère nécessaire de développer une « expérience sociétaire » à l'instar de « l'expérience client ». « *Nos sociétaires sont des motards avant d'être des mutualistes. Ce sont des militants de la moto, membres de la Fédération des motards en colère. Il nous appartient de développer un militantisme mutualiste à partir de cette communauté, poursuit Yannick Bournazel. Cela commence par exemple par impliquer davantage les délégués bénévoles qui ont eu pour la première fois l'occasion de suivre en direct la retransmission de l'assemblée générale de la mutuelle.* » Sans remettre tout à plat, **Romain Slitine**, auteur du livre « *Le coup d'Etat Citoyen* », spécialiste des innovations sociales et démocratiques, plaide pour un droit d'initiative sociétaire. « *A l'instar du droit d'initiative citoyenne qui permet de porter des contributions, les assureurs mutualistes pourraient ainsi impliquer*

*encore davantage leurs sociétaires sans céder pour autant au populisme car les propositions devraient être validées préalablement par un vote* », explique l'expert qui identifie le besoin de nouveaux espaces de délibération où « *le numérique ne servirait pas qu'à aller plus vite et donc à réduire les coûts* ». Numérique ou pas, l'exercice démocratique doit donner le temps de faire ses choix. Et **Pascal Demurger** de se déclarer, en conclusion « *optimiste sur la capacité de la démocratie mutualiste à proposer des solutions concrètes face à un constat qui engage notre responsabilité* ». ●



**Production**



**Rédaction**

**Rodolphe Helderlé**

**Photos**

**Alain Delpey**

**Création et réalisation**

**Olivier Crenon**

[ocrenon.com](http://ocrenon.com)